

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 28 mai 2021

Date d'affichage : 28 mai 2021

<b>OBJET :</b>	<b>Convention Ville / AJAR : Avenant n°1</b>
----------------	--

L'an deux mille vingt et un, le quatre juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

<b>Présents :</b>	Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Guillaume LECARPENTIER, Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Julien FRANQUET, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER
<b>Absents ayant donné pouvoir :</b>	Me CARBOULET a donné procuration à Me CHOTEAU Me EGELE a donné procuration à Me CHOTEAU Mr BRAHMA a donné procuration à Mr VENIAT Me KULCZYCKI a donné procuration à Mr LECARPENTIER Mr OMIETANSKI a donné procuration à Me VARLET
<b>Absents :</b>	Laurence SALVA
<b>Secrétaire de séance :</b>	Brigitte DUBOIS

<b>Nombre de</b>	<b>En exercice :</b>	<b>33</b>	<b>Vote :</b>	<b>Pour :</b>	<b>32 / 32</b>
<b>Conseillers</b>	<b>Présents :</b>	<b>27</b>		<b>Contre :</b>	<b>0 / 32</b>
<b>Municipaux :</b>	<b>Votants :</b>	<b>27 + 5 procurations</b>		<b>Abstentions :</b>	<b>0 / 32</b>

### Présentation :

Le 13 Décembre 2018, le Conseil Municipal agréait la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association AJAR pour une durée de 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Conformément à l'article 11 de ladite convention, cette dernière ne peut être modifiée que par avenant.

Suite aux concertations entre la Ville, l'AJAR et l'Etat (Politique de la Ville), il a été décidé de réorienter les interventions portées par l'AJAR sur le territoire communal autour de 3 actions :

- Une action de médiation sociale orientée vers la médiation scolaire avec la mise en place d'un poste Adulte Relais de médiateur social :
  - Participer à la lutte contre l'absentéisme scolaire
  - Favoriser la relation parents-école
  - Informer, prévenir par la participation à des actions collectives
  - Soutenir les parents dans leur rôle face à la scolarité des enfants
- Une action de médiation sociale orientée vers la gestion des conflits de voisinage et d'accès aux droits, avec un poste Adulte Relais de médiateur social :
  - Faire de la médiation pour réguler les conflits de voisinage
  - Recueillir, soutenir, aider et orienter les habitants du quartier dans leurs démarches d'accès aux droits
- Une action nommée « PROGRESS » en direction des jeunes de 16 à 25 ans résidant en QPV boulevard de la liberté à Douchy, très éloignés des possibilités d'accès aux dispositifs de droit commun.

La présente Délibération a pour objet de modifier les articles 1 et 4 de la convention en cours afin de la rendre conforme aux évolutions convenues entre les partenaires. Aucune modification de l'enveloppe financière globale (subvention communale) n'est envisagée.

**Délibération :**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la Délibération n° 2018-06-124 du 13 décembre 2018 ;
- Vu la convention entre la Ville de Douchy-les-Mines et l'association AJAR signée le 21 Décembre 2018 ;

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**APPROUVE** les modifications de la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association AJAR telles que reprises dans l'avenant annexé à cette Délibération.

**DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces qui se rapportent à la présente décision.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



*Michel VENIAT*  
**Michel VENIAT**

*Délibération rendue exécutoire*

*par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....*

*par sa publication en date du .....*

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*